Les dirigeants algériens ont décidé de se mettre au diapason de la situation en mouvement dans le monde arabe. Ainsi, pour l'organisation des prochaines élections législatives dans trois mois, le gouvernement d'Alger a décidé de jouer l'ouverture et de prendre à témoin l'opinion locale mais aussi internationale sur sa bonne foi.

La consultation à venir se déroulera librement et proprement, donc en évitant tout interventionnisme même si cela devait favoriser l'arrivée des islamistes.

La peur de l'épouvantail islamiste serait ainsi transcendée. Que de temps perdu alors depuis les années 90! Mais il vaut mieux tard que jamais! Le président algérien a aussi invité ses compatriotes à croire au changement, et donc à participer nombreux à la prochaine consultation.

Depuis quelque temps déjà, les dirigeants algériens se sont lancés dans une campagne de sensibilisation de leurs partenaires européens ainsi que l'Administration américaine afin de les persuader de leurs bonnes intentions de créer les conditions idéales pour assurer le succès des prochaines élections.

A cet effet, des invitations ont été adressées à l'Onu, l'Union européenne, l'Union africaine, la Ligue arabe et à l'Organisation de la conférence islamique afin que ces instances délèguent des observateurs lors de la consultation.

En prélude à ce rendez-vous, les dirigeants algériens ont décidé d'assainir le climat politique dans le pays, et de jouer l'ouverture en autorisant 17 partis politiques à prendre part aux prochaines élections alors qu'ils s'y opposaient ces dernières années encore.

Pour donner plus d'assurance aux éventuels candidats à la prochaine consultation et les inciter à y prendre part, il a été décidé de charger la justice de superviser les élections et de

veiller à leur bon déroulement.

Si les dirigeants algériens confirment leurs bonnes intentions, il ne fera aucun doute que l'Algérie est en train de vivre un grand tournant politique que d'aucuns n'hésitent pas à comparer cet événement à celui de l'indépendance.

En fait, les dirigeants en place, en prenant ce virage, auront enfin compris que la politique rigide, voire butée menée jusqu'ici, n'a plus cours.

L'ère communiste a disparu depuis les années 90 et les bons principes idéologiques qu'ils défendaient au nom de «la libération» des peuples jusqu'à nuire à leurs voisins sont aujourd'hui révolu.

Les gouvernants algériens se sont rendus finalement compte qu'ils se trouvaient isolés dans un monde en mouvement. Il n'est jamais trop tard pour reconnaitre ses erreurs. Il est toujours temps de revenir à la raison. L'Algérie y gagnera et la région aussi.

Par Youssef Benzahra